
Book Reviews / Comptes rendus

Marie-France Labrecque, Manon Boulianne et Sabrina Doyon (dirs.), *Migration, environnement, violence et mouvements sociaux au Mexique. Dynamiques régionales en contexte d'économie globalisée*, Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2010, 369 pages.

Receuseuse : *Anna Perraudin*
Cadis/EHESS

Entre la « décennie perdue » des années 1980, marquée par une série de crises économiques et politiques, l'entrée dans l'ALENA en 1994 et la remise en question de l'hégémonie du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), le Mexique a été confronté à des changements accélérés au cours des trente dernières années. Malgré les réformes menées en faveur d'une libéralisation de l'économie et l'influence d'agences multilatérales comme la Banque Mondiale, les inégalités sociales persistent. C'est aux impacts sociaux du néolibéralisme au Mexique que s'intéresse l'ouvrage dirigé par Marie-France Labrecque, Marion Boulianne et Sabrina Doyon, avec pour ambition d'offrir un panorama des dynamiques contradictoires engendrées par la globalisation dans le pays.

Fruit des recherches de chercheurs canadiens et mexicains, l'ouvrage collectif se donne pour projet d'appréhender les transformations du pays à partir de l'échelle régionale, pensée comme une interface entre le local et le global. Ce cadrage, outre sa relative originalité, favorise les comparaisons entre régions. La démarche comparative est adoptée à l'échelle de l'ouvrage, puisque les contributions sont ancrées dans plusieurs États (Estado de México, Yucatán, Veracruz, Tamaulipas, Guerrero, Oaxaca, Puebla, Chihuahua et District Fédéral), mais se retrouve également dans plusieurs des contributions. D'autres choix méthodologiques permettent de mettre en perspective les transformations liées à la globalisation : la plupart des contributions comportent une dimension historique et reposent sur la méthode ethnographique. On notera aussi le souci de l'ouvrage de restituer la diversité sociale du pays : plusieurs chapitres abordent la situation des populations autochtones. D'autres mettent en avant celle des femmes, ou s'intéressent aux jeunes générations.

Quatre grands thèmes structurent l'ouvrage : la migration, l'environnement, la violence et les mouvements sociaux. Sous

chacun d'entre eux sont regroupés des chapitres qui abordent, à partir d'un cas d'étude précis et souvent sous un angle très original, l'une de ces thématiques.

La première partie est consacrée aux migrations internes et internationales. Dans le premier chapitre, Cristina Oehmichen analyse avec les outils de la théorie des réseaux et de la théorie bourdieusienne le développement par certains groupes indiens installés à Mexico de mécanismes corporatistes. Le capital ethnique est alors converti en capital politique et économique, afin d'obtenir des avantages pour l'exercice du commerce ambulancier. Ivonne Vitzcarra et Bruno Lutz s'intéressent dans le chapitre suivant aux impacts de la migration internationale sur ceux qui sont restés au pays, sous l'angle des habitudes alimentaires. Ils mettent en évidence les difficultés tant des programmes de lutte contre la pauvreté que des transferts de devises des migrants à renverser des changements alimentaires sources de risques de santé publique (diabète, obésité, malnutrition). Plusieurs contributions reviennent d'ailleurs sur l'influence de modes alimentaires reliés au capitalisme néolibéral, en soulignant notamment la consommation croissante de soupes instantanées, y compris dans le monde rural.

Les projets liés à l'environnement font l'objet de la seconde partie. Deux chapitres y analysent la construction sociale de l'espace dans des régions côtières. Ils montrent le positionnement des différents acteurs sociaux autour des enjeux que posent les projets régionaux de conservation environnementale (chap. 3, par Sabrina Doyon, Andréanne Guindon et Catherine Leblanc) ou des politiques de gestion des catastrophes météorologiques (chap. 4, par José Luiz de la Cruz Rock). Les discours et pratiques de conservation sont institutionnalisés dans les politiques nationales et régionales, mais également réappropriés par les habitants, selon des logiques divergentes. Les analyses confrontent les politiques de conservation et leurs objectifs de réduction de la pauvreté à la persistance des inégalités sociales. Ainsi, pour José Luiz de la Cruz Rock, l'origine de la vulnérabilité n'est pas à chercher du côté des ouragans, mais du côté d'un modèle de développement engendrant un développement urbain désordonné et une détérioration des écosystèmes côtiers.

La troisième partie porte sur le phénomène de la violence. Martin Hébert adopte une perspective historique pour retracer l'« économie politique » des violences dans l'État du

Guerrero (chap. 5). Grâce à la notion de « convertibilité des violences » (p. 181), il met en évidence la variété et la variation des formes de violence, mais également la chaîne causale qui relie les violences observées localement à des structures régionales, nationales ou mondiales. En abordant le fémicide dans la région d'Oaxaca, Patricia M. Martin rappelle quant à elle la dimension genrée d'une violence spécifique contre les femmes, et propose une réflexion sur les liens entre citoyenneté et violence (chap. 6). Les initiatives de luttes contre les violences faites aux femmes sont mises en rapport avec les lieux qui contribuent à ce que ces violences se perpétuent, sous l'angle d'une « géographie politique féministe » : on observe alors la mise en place d'une « arène de la citoyenneté fragmentée mais inégale » (p. 233), dont la précarité produit des conditions propices à la perpétuation de la violence.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux mouvements sociaux. Elle est peut-être celle qui comporte les objets les plus hétérogènes : une définition plus ferme de la notion de « mouvements sociaux » aurait permis de mieux saisir la cohérence entre les types de « luttes » très diverses qu'elle présente. Dans le chapitre 7, Manon Boulianne s'intéresse aux mouvements de la paysannerie dans le nord du Guanajuato, une région où la Révolution mexicaine a plutôt donné lieu à des mouvements sociaux contrerévolutionnaires, contrairement à ce qu'en dit l'imaginaire populaire et universitaire au sujet des luttes agraires. Au long du XX^{ème} siècle, des organisations éparses se sont mis en place, notamment autour du contrôle de l'eau, et les femmes y ont joué un rôle important. Les politiques néolibérales des années 1980 ont toutefois progressivement fait de la migration vers les États-Unis la principale stratégie de survie de nombreux ménages. Eduardo Gonzalez Castillo propose dans le chapitre suivant une réflexion sur les résistances opposées par des étudiants de Puebla à un projet de développement urbain, à partir duquel il retrace les évolutions des mouvements contestataires de jeunesse dans la région. L'article sert de support à une réflexion sur les liens entre espace public contemporain, action politique et action collective. Enfin, Marie-France Labrecque propose une comparaison entre les conditions de travail et les capacités d'organisation des travailleurs dans des *maquiladoras* des États du Chihuahua et du Yucatan. Elle montre combien les dynamiques globales de ces usines d'assemblages, fonctionnant sur la base de capitaux internationaux et très développées dans le nord du pays, se transposent dans le sud. Ainsi, en dépit des fortes différences entre ces deux régions, les similitudes l'emportent : la féminisation du mouvement ouvrier telle qu'elle est mise en place dans le cadre de l'économie globalisée entretient un faible niveau de militantisme et de syndicalisme. Les auteurs s'accordent pour signaler que le néolibéralisme, ou « libéralisme conservateur » (p. 340) domine les habitants, comme travailleurs et comme conservateurs, et infléchit les mobilisations collectives vers des revendications de plus en plus individualistes, axées sur des avantages immédiats.

L'ouvrage se conclut par une réflexion générale autour de la notion d'espace. Manon Boulianne et Sabrina Doyon

proposent de penser le lien entre espace et relations sociales à travers trois notions qui interagissent : l'« espace colonisé » renvoie à la notion de *coloniality* (Grosfoguel) et aux rapports de domination qui se reproduisent au fil de l'histoire; l'« espace expérimenté » est celui vécu par les acteurs sociaux qui créent, transforment, donnent sens à l'espace géographique; enfin l'« espace contesté » est l'espace sociopolitique de la citoyenneté, des luttes collectives, de la résistance, qui rend compte de la capacité d'agir (*agency*) des acteurs sociaux. Ces différentes dimensions de l'espace participent d'un système de relations changeantes et multidirectionnelles.

L'ouvrage démontre « que les dynamiques contemporaines apparemment propres à la globalisation néolibérale constituent le résultat de facteurs présents depuis des décennies, dont certaines dimensions sont activées alors que d'autres sont freinées » (p. 27). Les inégalités sociales sont alors non seulement une conséquence, mais aussi le terreau d'une globalisation dont elles déterminent les traductions locales.

À l'issue de la lecture d'un ouvrage aussi riche, on ne peut qu'apprécier la grande cohérence que sont parvenus à maintenir les auteurs entre ces études de cas singulières. Cohérence due au fait que des thèmes transversaux, outre les quatre thématiques autour desquelles se structure l'ouvrage, recourent les contributions : genre, inégalités sociales, relations interethniques, notamment. Les auteurs eux-mêmes font fréquemment allusion aux différents travaux en se citant mutuellement, ce qui ajoute au confort et à l'intérêt de la lecture. Même si l'on peut regretter de ne pas entendre davantage la voix de ces acteurs sociaux auxquels se montrent attentifs ces différents chercheurs, la pertinence de la conjonction entre une approche ethnographique, une mise en perspective historique et des jeux d'échelles spatiales est tout à fait convaincante. Le va-et-vient entre études de cas et efforts de théorisation plus large rend bien la complexité et l'enracinement dans des inégalités anciennes des transformations qui agitent le pays dans le cadre du néo-libéralisme.

Amit, Vered (ed.), *Going First Class: New Approaches to Privileged Travel and Movement*, Oxford: Berghahn Books, 2011 [2007], 172 pages.

Reviewer: *Julia Harrison*
Trent University

The contributors to the volume *Going First Class: New Approaches to Privileged Travel and Movement* (edited by Vered Amit) offer eight lucidly argued and clearly written chapters that demonstrate the strength of what anthropology brings to a subject area where it ventures all too infrequently: the examination of the lives of those deemed "privileged" in the world, and specifically in this case, the lived experience of those whose lives are shaped by travel and mobility. These essays examine the lives of those who could be seen in a broad